

Index AI : PRE01/496/2011
04 October 2011

Syrie. Le scandale de la campagne visant à réduire au silence les manifestants à l'étranger

Des manifestants syriens vivant en Europe et aux États-Unis sont systématiquement surveillés et harcelés par des représentants des ambassades syriennes et d'autres personnes agissant pour le compte du régime syrien, a déclaré Amnesty International lundi 3 octobre dans une nouvelle synthèse.

Ce document, intitulé [*The Long Reach of the Mukhabaraat*](#), décrit les cas de plus de 30 militants résidant dans huit pays – Allemagne, Canada, Chili, Espagne, États-Unis, France, Royaume-Uni et Suède – qui disent avoir été victimes d'actes d'intimidation attribués à des représentants de leur ambassade et à d'autres personnes ; il est par ailleurs arrivé que certains de leurs proches en Syrie fassent l'objet de manœuvres de harcèlement, de placements en détention et même d'actes de torture.

« Des Syriens expatriés ont essayé, par le biais d'actions de protestation pacifiques, de dénoncer des abus constituant selon nous des crimes contre l'humanité ; cela représente une menace pour le régime syrien », a déclaré Neil Sammonds, spécialiste de la Syrie à Amnesty International. « En réaction, le régime semble avoir mené une campagne systématique – et parfois violente – visant à réduire les Syriens de l'étranger au silence au moyen de la peur. »

« Cela montre encore une fois que le gouvernement syrien ne tolère pas la contestation, même lorsqu'elle est légitime, et qu'il est prêt à aller très loin pour museler ceux qui le défient publiquement. »

Dans de nombreux cas, l'organisation a découvert que les personnes manifestant devant les ambassades syriennes étaient dans un premier temps filmées ou photographiées par des fonctionnaires, puis harcelées de diverses manières - appels téléphoniques, courriels ou messages sur Facebook leur ordonnant d'arrêter.

Certains militants affirment avoir été directement menacés par des représentants des ambassades syriennes. Naima Darwish, qui a créé une page Facebook pour lancer un appel à l'action devant l'ambassade syrienne à Santiago, au Chili, a été directement contactée par un haut responsable qui a demandé à la rencontrer en personne.

« Il m'a dit que je ne devrais pas faire ce genre de choses », a-t-elle expliqué à Amnesty International. « Il a affirmé que je serais privée du droit de retourner en Syrie si je continuais. »

Un certain nombre de Syriens ont découvert que les forces de sécurité prenaient leurs proches pour cible au pays, dans le but semble-t-il de les dissuader de poursuivre leurs activités à l'étranger. Ces manœuvres ont parfois eu de terribles conséquences.

Aladdin, frère d'Imad Mouhalhel, a été placé en détention en Syrie pendant quatre jours en juillet. Après que ses geôliers l'aient semble-t-il torturé, ils lui ont montré des photos et des vidéos d'actions de protestation devant l'ambassade de Syrie en Espagne et lui ont ordonné d'identifier Imad Mouhalhel parmi

la foule.

Le 29 août, Aladdin a de nouveau été arrêté et a semble-t-il été contraint à téléphoner à son frère afin de lui demander d'arrêter de participer aux manifestations. Imad Mouhalhel et sa famille sont sans nouvelles d'Aladdin depuis lors et craignent vivement pour sa sécurité en détention.

Après que Malek Jandali, pianiste et compositeur de 38 ans, se soit produit lors d'une action de protestation devant la Maison-Blanche, en juillet, sa mère et son père, âgés de 66 et 73 ans respectivement, ont été agressés à leur domicile, à Homs.

Malek Jandali a déclaré à Amnesty International que ses parents ont été frappés et enfermés dans leur salle de bains tandis que leur appartement était mis sens dessus dessous. Les agents ont dit à ses parents : « Voilà ce qui arrive lorsque votre fils se moque du gouvernement. » Ils ont quitté le pays depuis lors.

Certaines familles syriennes semblent avoir été forcées à renier publiquement leurs proches vivant à l'étranger. Sondos Sulaiman a enregistré une vidéo en juin depuis l'Allemagne, engageant la communauté alaouite – minorité dont elle est membre et à laquelle appartient également la famille el Assad, aux commandes du pays –, à tenir tête au régime. Elle a déclaré à Amnesty International :

« Mon frère est apparu à la télévision d'État syrienne pour condamner cette vidéo, et il a dit des choses odieuses sur moi pour détruire ma crédibilité. Je suis sûre qu'il n'aurait pas fait ça de son plein gré. »

Sondos Sulaiman n'est pas arrivée à contacter sa famille afin d'établir ce qui lui arrive, en particulier son frère.

Amnesty International estime que les pays d'accueil doivent faire preuve de plus de fermeté à l'égard des ambassades de Syrie accusées d'avoir orchestré ces campagnes de harcèlement et d'intimidation, et a demandé aux pays concernés de protéger le droit à la liberté d'association et d'expression.

L'organisation a cru comprendre que les gouvernements américain et britannique ont abordé la question avec les ambassadeurs de Syrie à Washington et à Londres respectivement. Des manifestants en Espagne ont dit à Amnesty International qu'ils allaient déposer plainte auprès de la justice espagnole.

« Nous comptons sur les pays d'accueil pour prendre des mesures face aux allégations de violations, sans attendre pour cela que des plaintes soient déposées », a ajouté Neil Sammonds. « Un grand nombre des personnes à qui nous avons parlé ont trop peur de ce qui pourrait leur arriver si elles portent plainte auprès de la police.

« Nous espérons que tout représentant soupçonné de tels actes sera poursuivi ou – s'il est protégé par l'immunité diplomatique – sommé de quitter le pays. »

Notes aux rédacteurs :

- □ **Des porte-parole d'Amnesty International sont disponibles pour des entretiens en relation avec cette synthèse.** Pour plus d'informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International au +44 0 20 7413 5566, courriel : press@amnesty.org.
- Des Syriens résidant au Royaume-Uni participeront à une **manifestation** contre le harcèlement décrit dans la synthèse d'Amnesty International, **devant l'ambassade de Syrie à Londres** – 8 Belgrave Square, SW1X 8PH – mardi 4 octobre de 10 à 11 heures du matin, heure britannique d'été. Un groupe de ressortissants syriens vivant actuellement au Royaume-Uni fera face à l'ambassade syrienne en tenant en l'air des pancartes sur lesquelles seront écrits les mots *I am not afraid* [je n'ai pas peur]. Ils préciseront sur leurs pancartes leur nom et leur ville d'origine afin d'indiquer qu'ils ne seront pas réduits au silence ou à l'anonymat par les menaces. Il sera possible de les filmer et d'obtenir des entretiens. Pour plus d'informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International au +44 0 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org.